

POUR LA **GRATUITÉ** DES BESOINS DE BASE



EN ÉNERGIE

AG ÉCOLO ANTICAPITALISTE

INTRODUCTION

De partout le coût de la vie augmente, l'inflation rend inaccessibles certains produits de base et les salaires ne suivent pas... Les prix du gaz et de l'électricité explosent ! Alors que le gouvernement tente de limiter leur hausse sur nos factures, l'effet du « bouclier tarifaire » vient d'être réduit en 2023. Mais ces mesures ne concernent que la moitié des logements et on voit déjà des factures multipliées par 4 ou plus. Encore une fois ce sont les plus précaires qui trinquent, notamment à cause du mal logement et des passoires thermiques, sans parler des personnes qui n'ont pas de logement...

Nous nous battons pour obtenir la gratuité des besoins de base en électricité et en gaz (pour se chauffer, cuisiner et alimenter en électricité les objets courants) puis une tarification fortement progressive au-delà de ce niveau pour financer la gratuité. La gratuité des besoins de base en énergie est une mesure à la fois sociale et environnementale. Les riches polluent plus, les riches consomment plus (notamment de l'énergie), il est écologiquement **juste** et **utile** de leur faire payer le coût énergétique. Cette mesure est une étape vers la création d'un service 100% public de l'énergie, qui sera nécessaire pour planifier et organiser démocratiquement la production et la distribution des énergies. Elle s'appuie sur la gratuité pour sortir certains secteurs de l'économie marchande qui dévore la planète.



QUELQUES CHIFFRES

5,2 millions de passoires thermiques et certainement plus
(source : ONRE 2022)

Le patrimoine financier de **63 milliardaires** français émet autant de gaz à effet de serre que celui de la moitié de la population française
(source : Greenpeace/Oxfam 2022)

2/3 des français·es ont froid chez elles et eux
(source : IFOP 2017)

25% des français·es rencontrent des difficultés à payer leur factures d'énergie
(source : ONPE 2021)

60% des dépenses énergétiques servent pour le logement contre 40% pour les carburants
(source : ADEME 2020)

Près de **800 000** logements privés d'énergies en 2021 suite à des factures impayées
(source : gouvernement)

12 millions de français·es en situation de précarité énergétique
(fondation abbé pierre)

C'EST QUOI LA GRATUITÉ DES BESOINS DE BASE EN ÉNERGIE ?

Tous les jours on utilise du gaz et de l'électricité pour cuisiner, se chauffer, brancher des appareils électriques courants (frigo, chauffe-eau, ordinateur, box internet, etc.). Une certaine quantité d'énergie est nécessaire pour vivre dans des **conditions décentes** et pour répondre à nos **besoins essentiels** comme manger, avoir chaud, dormir, communiquer, etc. C'est ce qu'on appelle les besoins de base en énergie. Ils sont relativement identiques en fonction des individus mais ils dépendent de **conditions matérielles** comme le nombre de personnes à vivre sous un même toit, la superficie du logement, son isolation ou le type de chauffage. Les besoins de base en énergie pèsent bien plus dans le budget des plus précaires qui sont souvent contraint·es à rogner dessus en ne chauffant pas suffisamment leur logement ou en prenant des douches froides.

Cette situation est inacceptable !

Puisqu'ils sont **indispensables** pour vivre décemment, nous demandons que les besoins de base en énergie soient gratuits. La définition exacte des besoins de base devra être décidée **collectivement** à une échelle locale, par exemple l'échelle d'une agglomération. Elle se basera sur des critères objectifs et justes, notamment en tenant compte du climat et de la qualité de l'isolation du logement. Au-delà du niveau de base, la consommation d'électricité et de gaz sera facturée avec un tarif fortement progressif. Cela signifie que des loisirs et un certain confort seront accessibles à des tarifs raisonnables mais qu'un standard de vie de personne riche, par exemple avec un grand logement ou des objets particulièrement gourmands en énergie, sera taxé pour financer la mesure mais aussi pour limiter le gaspillage énergétique.





COMMENT ÇA SE MET EN PLACE ?

A Grenoble, la société GEG a un quasi-monopole sur la distribution du gaz et de l'électricité. La ville de Grenoble et la Métro détiennent à elles deux plus de 50% des actions de GEG. Il serait donc possible localement de mettre en place la gratuité des besoins de base en énergie à travers les collectivités. Il s'agit d'un choix politique. Pour que les collectivités assument ce choix, elles doivent être poussées par la mobilisation. C'est en faisant le lien entre les consommateurs·rices, les travailleurs·ses de l'énergie et les organisations militantes, en préparant des événements communs et en élaborant ensemble, que nous obtiendrons la gratuité des besoins de base en énergie. Les tarifs de l'énergie sont réglementés au niveau national, les marges de manoeuvre au niveau local sont fines ce qui nécessite de se coordonner pour les mettre en place.

Une question arrive immédiatement sur la table : comment financer cette gratuité ? Nous ne prétendons pas avoir toutes les solutions, qui doivent être construites collectivement, mais nous avons des pistes. Déjà, la tarification fortement progressive au-delà du niveau de base ferait peser cette mesure sur les plus riches et permettrait de financer une partie de la gratuité. En s'inspirant du versement mobilité qui finance en partie les transports en commun, les entreprises de plus de 10 salarié·es installées sur une commune de la Métro pourraient payer une taxe pour contribuer à la gratuité des besoins de base en énergie. Les tarifs de GEG vers les entreprises pourraient aussi être adaptés.

De manière similaire à GEG, notre revendication concerne aussi la Compagnie de Chauffage (CCIAG) qui est détenue majoritairement par la ville de Grenoble et qui alimente en chaleur de nombreux logements, près d'un tiers de la population de la métropole, notamment des logements des personnes précaires.

Toute mobilisation sur ces questions doit impliquer les travailleurs et travailleuses de l'énergie. D'une part, parce que ces questions les concernent et que nous ne voulons pas nous mobiliser sans leur appui. D'autre part, car ils et elles connaissent le sujet et sont les mieux placés pour comprendre les enjeux. Notre approche consiste à mettre sur le devant de la scène un problème politique, celui du prix de l'énergie, de proposer une alternative sociale et écologique, et de lancer une mobilisation qui regroupe toutes les personnes concernées par ces questions, des travailleur·ses aux consommateur·rices.

UNE APPROCHE POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

Les conséquences des politiques néolibérales de ces 30 dernières années combinées à la situation géopolitique actuelle plongent de plus en plus de personnes dans la précarité.

Précarité énergétique, économique, écologique. Cette situation n'est profitable et enviable que pour une infime minorité de personnes qui décident de sacrifier le reste de la population. L'énergie n'est pas un bien de consommation. C'est une ressource essentielle aux besoins et conditions matérielles de vie d'un être humain. Faire de cette ressource un bien de consommation, la laisser à la main occulte du marché et de sa vision court terme de profits tue des vies.

Nous devons entreprendre un changement de paradigme. Nous devons sortir de la logique d'accumulation capitaliste qui amène à l'implacable impasse sociale et écologique. Nous voulons sortir de la domination de la finance privée. Depuis la création des marchés de l'électricité et jusqu'au chaos actuel, les crises se succèdent malgré les innombrables rustines, exposant tantôt les producteurs lorsque les prix sont trop bas et tantôt les consommateurs lorsqu'ils sont trop hauts. Pendant que les faillites se multiplient, que des communes ferment leur piscine et que certains renoncent à des usages indispensables, obligeant les États à intervenir, d'autres engrangent des fortunes colossales, à l'image de TotalEnergies ou Engie en France, dont les profits records sont largement reversés à leurs actionnaires. Dans cette logique il y aura toujours quelques gagnants et d'innombrables perdants. Nous voulons sortir de cette logique toxique de compétition et la transformer en logique de coopération.

La solution que nous proposons consiste en une première étape, au niveau local, vers la mise en place d'un système public d'exploitation du parc français basé sur une grille tarifaire simple et équitable pour les consommateurs comme pour les producteurs.



UNE MESURE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

L'aspect social de la gratuité des besoins de base en énergie saute aux yeux. Dans un contexte où la précarité énergétique est en constante augmentation, où un quart des français·es rencontre des difficultés à payer les factures d'énergie, où les coupures d'énergie suite à des factures impayées ont augmenté de 20% en un an, le poids financier de l'énergie frappe de plein fouet les plus précaires. La gratuité renverse cette situation, en permettant un accès universel et inconditionnel à l'énergie pour satisfaire les besoins fondamentaux de tout le monde.

Les riches polluent plus, que ce soit à travers leur consommation liée à leur mode de vie ou à travers leurs actifs financiers. On rappelle que le patrimoine financier des 63 milliardaires français émet autant de gaz à effet de serre que celui de la moitié de la population française. Il est donc juste de leur faire payer la facture par exemple avec une tarification fortement progressive de l'énergie au-dessus des besoins de base. Mais au-delà de considérations morales, il s'agit d'une incitation à diminuer les consommations d'énergie avec des tarifs qui sanctionnent les gaspillages évidents. De même, les tarifs de l'énergie pourraient être augmentés pour les entreprises qui polluent ostensiblement (publicité lumineuse injustifiée, obsolescence programmée, etc.).

Nous évoluons dans un monde matériel où nos actions ont un impact majeur. Certains et certaines d'entre nous ont la chance de ne pas le voir, voire de l'oublier. D'autres ont l'arrogance de dévorer et d'épuiser des ressources précieuses, en connaissance de cause. 8 à 10 % des énergies mondiales alimentent l'industrie minière, qui pollue les eaux et les sols, qui participe à la destruction de la biodiversité donc à

notre propre autodestruction. On a jamais cessé d'exploiter plus que les années précédentes en augmentant les quantités et en diversifiant des substances utilisées. Les énergies fossiles consomment des matières fossiles (une erreur de formulation?), des hydrocarbures tels que le charbon, le pétrole, le gaz. Ces énergies sont principalement utilisées pour le chauffage, le transport et l'industrie. Elles servent principalement aujourd'hui à soutenir les niveaux de vies des plus aisés quand l'injonction au «green» stigmatise ceux qui ne peuvent pas se permettre l'accès aux solutions dites «écolos», si elles ont accès à une solution ...

La gratuité des besoins de base en énergie peut servir d'étape pour la construction d'un service 100% public de l'énergie. L'enjeu environnemental nécessite de pouvoir contrôler la production et la distribution des énergies afin d'optimiser les consommations en fonction des besoins des individus mais aussi des limites fixées par la nature. Un service public de l'énergie permettrait de centraliser et de planifier ces consommations.

En socialisant l'énergie à travers la gratuité des besoins de base, on rend moins lucratif le secteur de l'énergie et on le sort partiellement de l'économie marchande. En d'autres termes, on s'oppose aux intérêts privés qui sont guidés par une logique de profit et qui cherchent à augmenter constamment les prix, par exemple aujourd'hui avec des entreprises comme TotalEnergies qui profitent de la guerre en Ukraine pour gonfler leurs prix. Nous affirmons que le capitalisme dévore la planète et qu'il est urgent et vital de le renverser.



L'AG ÉCOLO ANTICAPITALISTE C'EST QUOI ?

L'écologie et l'anticapitalisme sont pour nous indissociables : le capitalisme se fonde sur l'accumulation, et donc l'exploitation, de ressources qui se font de plus en plus rares, au profit d'entreprises ou de patrons qui s'enrichissent de plus en plus sur le dos des travailleur·ses et des personnes précaires. Nous avons besoins de retrouver une autonomie collective pour pouvoir faire des choix de société cohérents avec les limites planétaires. Or cela est inconcevable si les décisions économiques et politiques sont prises par une classe avec des intérêts divergents de ceux du bien commun.

Nous avons fait le choix de nous organiser en AG pour permettre à des individus aussi bien qu'à des personnes mandatées par leur collectif de rejoindre l'organisation. Ce cadre unitaire nous permet d'avoir plus de force pour mener cette lutte transversale, et de rattacher et mêler des causes diverses qui ne se croisent pas facilement dans d'autres espaces. Le but n'est pas de remplacer les personnes déjà en lutte mais d'être un outil de soutien et de renforcement.

L'AG écolo anticapitaliste est ouverte à l'ensemble des personnes qui souhaitent se mobiliser sur ces questions, que vous soyez membres d'organisations ou non. Vous pouvez nous contacter au mail suivant :

grenoble_anticapital@riseup.net



CONCLUSION

Nos pensées et actions s'inscrivent dans le bouleversement qui nous attend. Avec la raréfaction des ressources, le besoin d'un arbitrage concerté et réfléchi entre les différents usages devient de plus en plus urgent et indispensable pour garantir l'accès à tous aux biens essentiels mais aussi pour sauvegarder la biodiversité sans laquelle nous ne pourrions survivre.

Ces demandes ne sont pas une fin en soi, notre collectif vise la ré appropriation du peuple des outils et des circuits de sa production énergétique.



